

FR

FR

FR

Projet de

RÈGLEMENT DE LA COMMISSION

du [...]

fixant des orientations relatives à l'établissement d'un mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport pour les coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité et d'une approche réglementaire commune pour la fixation des redevances de transport

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1228/2003 du Parlement européen et du Conseil sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité¹, et notamment son article 8, paragraphes 2 et 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1228/2003 prévoit l'établissement d'un mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport. Conformément audit règlement, la Commission établit les orientations spécifiant les détails de la procédure et de la méthode à suivre dans le cadre du mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport et les règles applicables en vue d'une harmonisation progressive des principes qui sous-tendent la détermination des redevances appliquées en vertu des systèmes tarifaires nationaux.
- (2) Une expérience significative a été acquise depuis que la nécessité d'un mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport a été reconnue pour la première fois, notamment grâce aux mécanismes volontaires appliqués par les gestionnaires de réseau de transport. Cependant, les gestionnaires de réseau de transport ont de plus en plus de difficultés à s'accorder sur ces mécanismes volontaires.
- (3) Des orientations contraignantes relatives à l'établissement d'un mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport devraient constituer une base solide pour l'utilisation dudit mécanisme et pour une compensation équitable en faveur des gestionnaires de réseau de transport pour les coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité.
- (4) Les gestionnaires de réseau de transport des pays tiers ayant conclu des accords avec l'UE, en vertu desquels ils ont adopté et appliquent le droit de l'UE dans le domaine de l'électricité, devraient être autorisés à participer au mécanisme de compensation entre

¹ JO L 176 du 15.7.2003, p. 1.

gestionnaires de réseau de transport sur un pied d'égalité avec les gestionnaires de réseau de transport des États membres.

- (5) Il convient d'établir des mécanismes qui permettent de traiter les gestionnaires de réseau de transport des pays tiers n'ayant pas conclu d'accords avec l'UE, en vertu desquels ils auraient adopté et appliqueraient le droit de l'UE dans le domaine de l'électricité, de manière juste et équitable par rapport aux gestionnaires de réseau de transport des États membres.
- (6) Les gestionnaires de réseau de transport devraient recevoir une compensation pour les pertes d'énergie résultant de l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité. Cette compensation devrait être fondée sur une estimation des pertes qui auraient été subies en l'absence de transits d'électricité.
- (7) Un fonds devrait être établi pour indemniser les gestionnaires de réseau de transport des coûts de mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité. La valeur dudit fonds devrait être fondée sur une évaluation à l'échelle de l'UE des coûts marginaux moyens à long terme engendrés par la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité.
- (8) Les gestionnaires de réseau de transport des pays tiers et des États membres devraient supporter les mêmes coûts pour l'utilisation du réseau de transport de l'UE.
- (9) Les différences dans les redevances d'accès au réseau de transport appliquées aux producteurs d'électricité ne devraient pas entraver le fonctionnement du marché intérieur. C'est pourquoi la moyenne des redevances d'accès au réseau dans les États membres devrait respecter des limites contribuant à rendre l'harmonisation profitable.
- (10) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité institué en vertu de l'article 13 du règlement (CE) n° 1228/2003,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les gestionnaires de réseau de transport reçoivent une compensation pour les coûts encourus du fait de l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité sur leur réseau, sur la base des orientations fixées dans la partie A de l'annexe.

Article 2

Les redevances appliquées par les gestionnaires de réseau respectent les limites fixées dans la partie B de l'annexe.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le [...]

Par la Commission

[...]

Le président

ANNEXE

Partie A

ORIENTATIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT D'UN MECANISME DE COMPENSATION ENTRE GESTIONNAIRES DE RESEAU DE TRANSPORT

1. Dispositions générales

- 1.1. Le mécanisme de compensation entre gestionnaires de réseau de transport (Inter Transmission System Operator Compensation, ou «mécanisme ITC») permet une indemnisation des coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité, y compris par la fourniture de l'accès transfrontalier au réseau interconnecté.
- 1.2. Le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport pour l'électricité («le REGRT pour l'électricité») établit un fonds ICT visant à indemniser les gestionnaires de réseau de transport pour les coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité.

Le fonds ICT assure:

- (1) la compensation totale des coûts liés aux pertes subies sur les réseaux de transport dans l'ensemble des réseaux nationaux de transport du fait de l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité;

et

- (2) la compensation totale des coûts liés à la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité.

- 1.3. Les contributions au fonds ICT sont calculées conformément au point 6.

Les paiements au titre du fonds ICT sont calculés conformément aux points 4 et 5.

Les contributions et les paiements relatifs au fonds ICT sont versés pour la période allant du [date d'entrée en vigueur] au 31 décembre 2010, puis sur une base annuelle. Le REGRT pour l'électricité est chargé de fixer, d'une part, les modalités de collecte de toutes les contributions et de versement de tous les paiements en lien avec le fonds ITC et, d'autre part, le calendrier des paiements. Les contributions et les paiements doivent avoir été versés dans leur intégralité au plus tard un an à compter de la fin de la période sur laquelle ils portent.

- 1.4. Le groupe des régulateurs européens dans le domaine de l'électricité et du gaz (ERGEG), établi par la décision 2003/796/CE² de la Commission, présente un rapport annuel à la Commission sur la mise en œuvre du mécanisme ICT et sur la gestion du fonds ICT.

À cette fin, le REGRT pour l'électricité coopère avec la Commission et l'ERGEG, auquel il fournit toutes les informations nécessaires.

² JO L 296 du 14.11.2003, p. 34.

- 1.5. Chaque gestionnaire de réseau de transport fournit au REGRT pour l'électricité et à l'ERGEG toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre du mécanisme ICT.
- 1.6. Le transit d'électricité est calculé en prenant la valeur absolue la plus basse des importations et des exportations sur les interconnexions dont la capacité est attribuée conformément aux orientations pour la gestion de la congestion figurant à l'annexe I du règlement (CE) n° 1228/2003.
- 1.7. Aux fins de la présente partie de l'annexe, on entend par «flux net d'électricité» la différence entre le total des exportations et le total des importations d'électricité d'un même réseau de transport.
- 1.8. Jusqu'à l'établissement du REGRT pour l'électricité, les gestionnaires de réseau de transport coopèrent pour mener à bien les tâches qui lui incombent en ce qui concerne le mécanisme ICT.

2. Participation au mécanisme ICT

- 2.1. Toutes les autorités de régulation font en sorte que les gestionnaires de réseau de transport présents dans leur zone de compétence participent au mécanisme ICT et qu'aucune redevance supplémentaire liée aux coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité ne figure dans les redevances appliquées par les gestionnaires de réseau de transport pour l'accès aux réseaux.
- 2.2. Les gestionnaires de réseau de transport des pays tiers ayant conclu un accord avec l'UE, en vertu duquel ils ont adopté et appliquent le droit de l'UE dans le domaine de l'électricité, sont autorisés à participer au mécanisme ICT.

Notamment, les gestionnaires de réseau de transport exerçant leurs activités sur les territoires définis à l'article 2, paragraphe 1, premier tiret, de la décision 2008/02 du Conseil ministériel de la Communauté de l'énergie du 27 juin 2008 sont autorisés à participer au mécanisme ICT. Sont concernés, les gestionnaires de réseau de transport de l'Albanie, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Croatie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de la Serbie et du Kosovo selon le statut défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Un gestionnaire de réseau de transport d'un pays tiers participant au mécanisme ICT et un gestionnaire de réseau de transport d'un État membre sont traités de façon équivalente.

3. Accords plurilatéraux

- 3.1. Le REGRT pour l'électricité favorise la conclusion d'accords plurilatéraux portant sur la compensation des coûts engendrés par l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité entre les gestionnaires de réseau de transport participant au mécanisme ICT et ceux de pays tiers n'ayant pas conclu d'accord avec l'UE, en vertu desquels ils auraient adopté et appliqueraient le droit de l'UE dans le domaine de l'électricité.
- 3.2. Lesdits accords plurilatéraux visent à garantir l'égalité de traitement entre un gestionnaire de réseau de transport d'un pays tiers et un gestionnaire de réseau de transport d'un pays participant au mécanisme ICT.

- 3.3. Le cas échéant, ces accords plurilatéraux peuvent recommander un ajustement approprié de la compensation totale pour indemniser la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité, selon les modalités du point 5. De tels ajustements sont soumis à l'approbation de la Commission.
- 3.4. Un gestionnaire de réseau de transport d'un pays tiers ne doit pas être traité plus favorablement qu'un gestionnaire de réseau de transport participant au mécanisme ICT.
- 3.5. Le REGRT pour l'électricité transmet tous les accords plurilatéraux à la Commission.
4. Compensation pour pertes
- 4.1. Le montant de la compensation pour les pertes subies sur les réseaux nationaux de transport du fait de l'accueil de flux transfrontaliers d'électricité et le montant de la compensation pour les coûts de mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité sont calculés séparément.
- 4.2. Le montant des pertes subies sur un réseau national de transport est établi en calculant la différence entre:
- (1) le montant des pertes effectivement subies sur le réseau de transport au cours de la période considérée;
 - et
 - (2) le montant estimé des pertes qui auraient été subies sur le réseau de transport au cours de la période considérée en l'absence de transits d'électricité;
- 4.3. Le REGRT pour l'électricité est chargé d'effectuer le calcul indiqué au point 4.2. Ce calcul peut être fait à partir d'estimations réalisées pour différentes dates au cours de la période considérée.
- 4.4. La valeur des pertes occasionnées sur un réseau national de transport par les flux transfrontaliers d'électricité est calculée sur une base identique à celle approuvée par l'autorité de régulation pour l'ensemble des pertes subies sur les réseaux nationaux de transport.
- Lorsque l'autorité de régulation compétente n'a pas approuvé de base de calcul pour les pertes subies sur une période d'applicabilité du mécanisme ICT, la valeur des pertes aux fins dudit mécanisme est estimée par le REGRT pour l'électricité.
5. Compensation pour la fourniture de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité
- 5.1. La Commission détermine le montant total de la compensation pour la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité.
- 5.2. Pour la détermination du montant total de la compensation pour la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité, l'ERGEG aide la Commission à évaluer à l'échelle de l'UE l'infrastructure utilisée pour faciliter les

flux transfrontaliers d'électricité. Le REGRT pour l'électricité fournit à la Commission et à l'ERGEG toute l'aide nécessaire pour cette évaluation.

Cette évaluation technique et économique consiste à déterminer les coûts marginaux moyens à long terme prévisionnels encourus sur une base annuelle pour la mise à disposition de ladite infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité sur la période considérée, en utilisant des méthodologies reconnues d'établissement des coûts standard.

L'évaluation des coûts de mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité tient compte des recettes générées par l'attribution des capacités d'interconnexion.

Cette évaluation à l'échelle de l'UE inclut l'infrastructure de tous les États membres et pays tiers participant au mécanisme ICT, ainsi que celle des réseaux de transport dont les gestionnaires ont conclu des accords plurilatéraux du type de ceux mentionnés au point 3.

- 5.3. Tant que la Commission n'a pas achevé l'évaluation mentionnée au point 5.2, le montant total de la compensation pour la mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité est fixé à 100 000 000 d'euros par an.
- 5.4. Le montant total de la compensation pour les coûts de mise à disposition de l'infrastructure d'accueil de flux transfrontaliers d'électricité est réparti entre les gestionnaires de réseau de transport responsables des réseaux nationaux de transport proportionnellement à:
 - (1) un facteur «transit», qui exprime les transits sur le réseau national de transport concerné en pourcentage du total des transits sur l'ensemble des réseaux nationaux de transport;
 - (2) un facteur «charge», qui exprime les transits d'électricité rapportés à la charge sur ce réseau national de transport, par rapport aux transits d'électricité rapportés à la charge sur l'ensemble des réseaux nationaux de transport.

Le facteur «transit» représente 75 % et le facteur «charge» 25 %.

6. Contributions au fonds ICT
 - 6.1. Les gestionnaires de réseau de transport contribuent au fonds ICT proportionnellement à la valeur absolue des flux nets reçus et diffusés par leur réseau national de transport, en pourcentage de la somme des valeurs absolues des flux nets reçus et diffusés par l'ensemble des réseaux nationaux de transport.
 - 6.2. Ce calcul tient compte des importations et des exportations d'électricité visées par les dispositions du point 7.
7. Redevance d'utilisation du réseau de transport appliquée sur les importations et les exportations d'électricité des pays tiers
 - 7.1. Pour utiliser le réseau de transport, chaque pays tiers verse une redevance sur les importations et les exportations d'électricité dans les cas où:

- (1) il n'a pas conclu d'accord avec l'UE en vertu duquel il aurait adopté et appliquerait le droit de l'UE dans le domaine de l'électricité;

et

- (2) le gestionnaire responsable du réseau de transport sur lequel ont lieu les importations ou les exportations d'électricité n'a pas conclu d'accord plurilatéral du type de ceux mentionnés au point 3.

Cette redevance s'exprime en euros par mégawattheure.

- 7.2. Chaque participant au mécanisme ICT prélève la redevance d'utilisation du réseau de transport sur les importations et les exportations d'électricité prévues entre le réseau national de transport et le réseau de transport du pays tiers.
- 7.3. La redevance annuelle d'utilisation du réseau de transport est calculée à l'avance par le REGRT pour l'électricité. Elle correspond à la contribution par mégawattheure estimée que les gestionnaires de réseau de transport d'un pays participant devraient verser au fonds ICT, sur la base des prévisions de flux transfrontaliers d'électricité pour l'année considérée.

Partie B

ORIENTATIONS RELATIVES A UNE APPROCHE REGLEMENTAIRE COMMUNE POUR LA FIXATION DES REDEVANCES DE TRANSPORT

1. Les redevances tarifaires annuelles moyennes versées pour le transport par les producteurs dans chaque État membre respectent les limites indiquées au point 3.
2. Les redevances tarifaires annuelles moyennes versées pour le transport par les producteurs correspondent aux redevances tarifaires annuelles totales versées pour le transport par les producteurs, divisées par le volume total d'énergie mesuré injecté annuellement par les producteurs dans le réseau de transport d'un État membre.

Le calcul des redevances tarifaires totales versées pour le transport par les producteurs excluent:

- (1) les redevances versées par les producteurs pour les actifs matériels nécessaires pour le raccordement au réseau ou pour la modernisation de la connexion;
 - (2) les redevances versées par les producteurs pour les services auxiliaires;
 - (3) les redevances spécifiques versées par les producteurs pour les pertes de réseau.
3. La valeur des redevances tarifaires annuelles moyennes versées pour le transport par les producteurs est fixée entre 0 et 0,5 euro par mégawattheure, sauf pour les redevances qui s'appliquent au Danemark, en Suède, en Finlande, en Irlande, en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord.

La valeur des redevances tarifaires annuelles moyennes versées pour le transport par les producteurs au Danemark, en Suède et en Finlande est fixée entre 0 et 0,7 euro par mégawattheure.

La valeur des redevances tarifaires annuelles moyennes versées pour le transport par les producteurs en Irlande, en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord est fixée entre 0 et 2,5 euros par mégawattheure.